

**RAPPORT D'EXPERTISE SUR LA RÉMUNÉRATION
DE L'INTERNAT EN PSYCHOLOGIE**

**Rapport remis à Mme Hélène David
Ministre responsable de l'Enseignement supérieur**

**Luc Granger, Ph. D.
Professeur émérite**

Octobre 2016

PRÉAMBULE

Ce rapport fait suite à un mandat confié le 15 juin 2016 par Mme Hélène David, ministre responsable de l'Enseignement supérieur. Il a été rédigé à la suite de rencontres avec divers groupes et personnes concernés : universités, association étudiante, Ordre des psychologues, gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux, psychologues, responsables d'internat autant au Québec que dans le reste du Canada. Nous avons aussi consulté plusieurs textes pertinents portant sur l'internat des doctorantes en psychologie.

Les analyses qui sont menées, les opinions émises et les propositions qui en découlent sont le résultat de notre examen des données recueillies à la lumière de notre connaissance et de notre expertise, tant dans le domaine de la formation des étudiantes que dans celui de l'organisation de la psychologie au Canada et au Québec. Ils n'engagent que notre responsabilité « d'expert » et ne présument en rien des suites que pourrait y donner la ministre responsable de l'Enseignement supérieur, les autres ministères ou le gouvernement dans son ensemble.

Enfin comme 82,7 % des doctorants sont des femmes, nous allons utiliser préférentiellement le genre féminin dans la rédaction, sans que cela n'implique quelque discrimination que ce soit envers les étudiants de genre masculin.

1-CONTEXTE

Le dossier de la rémunération de l'internat en psychologie est actif depuis plusieurs années, mais a pris une plus grande importance depuis l'adoption du doctorat comme norme d'accès à la pratique professionnelle en 2006. Nous allons présenter brièvement les principaux acteurs au dossier.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

Déjà en 2003, dans un rapport portant sur le suivi des recommandations de la Commission des universités de la CREPUQ sur les programmes (référence 1), on traite de la rémunération de l'internat dans le contexte du fait que le Québec

considère de hausser au niveau du doctorat l'exigence de diplôme donnant accès à la profession. Il rejoindrait ainsi la majorité des provinces et états en Amérique du Nord. L'internat deviendrait obligatoire, alors qu'auparavant le diplôme de maîtrise n'exigeait pas d'internat. La poursuite des études au doctorat découlait du choix de l'étudiante, sans être une exigence du marché du travail.

« Recommandation 8 – Financement des internats « La Commission invite le ministère de l'Éducation à reconnaître financièrement le travail des internes de niveau doctoral en psychologie professionnelle et à examiner cette question avec les autres ministères concernés. » (référence 1, page 13).

On ajoute

« Compte tenu également de la décision de plusieurs départements de psychologie de suspendre les admissions dans leurs programmes de maîtrise, et étant donné l'instauration d'une année d'internat obligatoire, il y a urgence d'agir, selon les membres du Groupe de travail. Les internats sont très différents des stages de formation pratique en ce sens qu'ils occupent les étudiants à temps plein pendant un an. Le financement des internats est donc essentiel. » (référence page 14).

La commission propose de créer une table de concertation

« ... afin que les besoins précis soient évalués, que les difficultés soient identifiées et que des actions concrètes soient prises le plus rapidement possible afin de rémunérer les nouveaux internes qui seront près de 200 à se présenter à chaque année. » (référence page 14).

La table de concertation est créée et donne naissance à un Comité de suivi sur la rémunération des internes en psychologie, composé de trois personnes. Ce comité remet un rapport à la CREPUQ en 2007 (référence 2), soit une année après que le doctorat soit devenu obligatoire pour pratiquer la psychologie au Québec. Les recommandations du comité tiennent compte de ce nouvel état de choses.

Le comité, en plus de recommander de

« ... faire la mise en place d'une "agence" dont le but serait de développer et de mettre en place une politique et une procédure d'accréditation des milieux de pratique répondant aux critères de l'internat en psychologie. »,

recommande aussi

« ... que l'un des critères d'accréditation des milieux d'internat soit la rémunération de l'internat, et à un niveau minimal de 20 000 \$ par année. »

Il est intéressant de noter que l'agence, dont il est question plus haut, existe déjà depuis longtemps dans le reste de l'Amérique du Nord. Il s'agit de l'Association of Psychology Postdoctoral and Internship Centers (APPIC) pour les États-Unis et de la Société canadienne de psychologie (SCP) pour le Canada. À la suite d'une entente de réciprocité, les étudiantes inscrites dans les programmes accrédités par la SCP (y compris les étudiantes d'un programme québécois accrédité) sont aussi admissibles à l'APPIC pour se trouver un centre d'internat en Amérique du Nord. Au Québec, seul le Concordia University - Psychology Internship Program (CUPIC) de l'Université Concordia est un centre d'internat accrédité par la SCP.

LA CREPUQ a depuis ce temps été remplacée par le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) qui patronne une table de concertation pour la psychologie. Il ne semble pas que le rapport du comité déposé en 2007 ait eu de suite pour l'instant.

La FIDEP

Dès l'adoption de la loi instituant le doctorat comme critère d'appartenance à l'Ordre des psychologues du Québec (OPQ), la Fédération interuniversitaire des doctorant-e-s en psychologie (FIDEP) a intensifié son action pour réclamer que les internes en psychologie qui travaillent dans le réseau public soient rémunérées. La FIDEP a produit de nombreux documents, dont le rapport d'un économiste, à l'appui de sa position (référence 10). En ce qui a trait au principe, la FIDEP jouit de l'appui de plusieurs organismes, dont celui de l'OPQ, de la SCP et de toutes les

universités. Nous reviendrons plus loin sur certains des arguments de la FIDEP en faveur de la rémunération de l'internat.

L'État

Si nous nous fions aux informations que nous avons reçues, l'État a pris au sérieux la question de la rémunération des internes en psychologie. Depuis quelques années, de nombreuses réflexions ont eu lieu, à divers niveaux de l'appareil étatique, sur la problématique de la rémunération de l'internat en psychologie. Plusieurs de celles-ci ont eu lieu dans le contexte d'une pénurie anticipée de psychologues dans le réseau public, à la suite des retraites massives prévues et à la diminution probable du nombre de diplômées, conséquence du passage au doctorat comme norme minimale d'admission à la profession. Nous y reviendrons à divers moments dans la suite de ce rapport, en particulier lorsqu'il sera question de la pénurie.

2- SITUATION ACTUELLE AU CANADA ET AU QUÉBEC

Le reste du Canada

Dans le reste du Canada, la très grande majorité des internes sont soutenues financièrement durant leur internat. L'APPIC, qui effectue le placement de la majorité des internes en psychologie qui proviennent des programmes accrédités par la SCP par entente de réciprocité avec cette dernière, exige, pour qu'un centre d'internat soit retenu, qu'un soutien financier soit accordé aux internes qui y travaillent.

Selon le Conseil canadien des programmes de psychologie professionnelle (CCPPP), qui se base sur des données récoltées durant les cinq années précédentes, 99,5 % des internes en psychologie dans le reste du Canada recevaient en 2015 un soutien financier durant leur internat (référence 3) et ce soutien était en moyenne de 31 000 \$. Quelques vérifications informelles nous ont

confirmé qu'il n'y avait aucune raison de croire que la situation ait changé au cours de la dernière année (référence 3).

Il est important de mentionner que le nombre d'internes dans les programmes de psychologie dans le reste du Canada est beaucoup moindre qu'au Québec. Alors qu'au Québec le nombre annuel d'internes dans les programmes des universités francophones varie entre 32 et 114 selon les universités, un examen des données de quelques grandes universités dans le reste du Canada montre que la situation est fort différente : Université Queens, 6 internes, Université York, 8, Université de Colombie-Britannique, 4, Université du Manitoba, 5, Université de Régina, 5, Université de Calgary, 6, etc. En conséquence, le nombre de psychologues dans les provinces anglophones est moindre qu'au Québec. Le nombre de psychologues au Québec représente plus de 45 % du nombre total de psychologues au Canada.

Les tableaux 1, 2 et 3 en annexe 1 présentent, pour les trois dernières années académiques et pour chaque université, le nombre d'étudiantes en psychologie en internat dans le secteur public et dans les autres secteurs.

Le Québec

En termes de soutien financier aux internes, la situation est différente au Québec. Selon les données du CCPPP, seulement 16 % des internes québécois recevraient une quelconque forme de soutien financier, dont 84 % des étudiantes des universités anglophones. Ces étudiantes profiteraient d'un placement APPIC ailleurs en Amérique du Nord ou, dans le cas de l'Université Concordia, d'un subventionnement direct de leur université, si elles font leur internat au Québec. Comme le montrent les tableaux 1, 2 et 3, le nombre d'internes dans les universités anglophones du Québec est inférieur à celui des universités francophones et s'apparente à ce que l'on retrouve dans les universités ailleurs au Canada.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le placement APPIC est aussi ouvert aux internes des programmes de psychologie des universités francophones

accréditées par la SCP. Malheureusement, à cause du problème de la langue, très peu d'étudiantes des universités francophones s'en prévalent.

Il est intéressant de rappeler ici qu'une des propositions du rapport du Comité de suivi de la CREPUQ (référence 2) était de créer l'équivalent québécois de l'APPIC.

« Le comité recommande la création d'un organisme tenant son autorité et son mandat à la fois des universités, de l'OPQ, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et dont la tâche principale serait la mise en place d'une "agence" dont le but serait de développer et de mettre en place une politique et une procédure d'accréditation des milieux de pratique répondant aux critères de l'internat en psychologie ».

À notre connaissance, aucune suite n'a été donnée à cette proposition et nous ne croyons pas que le résultat en vaudrait l'effort. Actuellement, chaque université accrédite ses milieux d'internat selon ses besoins et ses objectifs pédagogiques et il ne semble pas y avoir de problème particulier qui justifierait la création d'une telle bureaucratie. Si certains centres qui accueillent des internes désirent une accréditation extérieure, ils devraient plutôt demander celle de la SCP.

Nos rencontres avec les universités ont permis de nous rendre compte qu'un certain nombre d'internes des universités francophones sont soutenues financièrement au cours de leur internat, comme l'affirme le CCPPP. Il s'agit cependant d'un très petit nombre. Celles qui font leur internat dans le milieu de la psychologie du travail et des organisations sont souvent très bien soutenues.

Quelques internes qui sont dans les cliniques universitaires, et même certaines internes dans le réseau public, le sont aussi. Certaines institutions publiques par leur fondation ou à même leur budget donnent quelquefois des petites bourses aux internes. Très peu d'étudiantes en bénéficient et la hauteur du soutien n'est en rien comparable à ce qui se fait dans le reste du Canada, se situant entre 3 000 \$ et 5 000 \$ avec quelques exceptions dans des cliniques universitaires (8 000 \$ - 10 000 \$). La seule exception notable est pour les internes de l'Université Concordia qui font leur internat dans le système public québécois, soit trois à

quatre internes par année, et qui, par la CUPIC, reçoivent une bourse de 25 000 \$ de l'université lorsqu'elles sont en internat.

Contrairement donc à ce qui se fait dans le reste du Canada, la très grande majorité des internes qui font leur internat dans le système public québécois ne reçoivent aucune forme de soutien financier.

Au Québec, en moyenne au cours des trois dernières années, 76 % des internes, soit 252 internes par année sur un total de 332, font leur internat dans le système public ou parapublic (tableaux 1, 2 et 3).

C'est sur ces internes du réseau public que portent notre étude et nos propositions.

3- ARGUMENTS AVANCÉS EN FAVEUR DU SOUTIEN FINANCIER

Toutes les personnes et les institutions rencontrées au cours de notre travail soutiennent sans exception l'idée de la nécessité d'un soutien financier aux internes en psychologie. Nous n'allons pas discuter d'arguments pour ne pas les financer, puisque nous n'en avons pas entendu.

Examinons maintenant les trois principaux arguments et un argument subsidiaire qui ont été avancés en faveur d'un soutien financier aux internes.

Pénurie de psychologues dans les services publics

La pénurie de psychologues dans les services publics et l'importance d'influencer le choix des internes à venir travailler dans le réseau public à la suite de leur internat sont des arguments avancés par la FIDEP (référence 4) et dans plusieurs lettres d'appui pour justifier le soutien financier des internes en psychologie dans le réseau public (références 5, 6 et 7).

Qu'en est-il de la pénurie de psychologues dans le réseau public? Ce problème a été et continue d'être abordé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) depuis un certain nombre d'années déjà. C'est par ce biais qu'a souvent

été abordée la question du soutien financier des internes en psychologie au sein de l'État.

Par pénurie, nous n'entendons pas ici la « pénurie théorique » : y a-t-il assez de psychologues dans le réseau public pour répondre aux besoins en santé mentale? Cette question en est une de choix politiques et de moyens financiers et ne concerne en rien la problématique du soutien financier des internes en psychologie.

Les questions que nous devons nous poser à propos du réseau public sont : y a-t-il un nombre suffisant de psychologues qui postulent pour les postes disponibles et, une fois à l'emploi de l'État, pendant combien de temps y demeurent-elles?

Le MSSS se préoccupe depuis un certain temps de cette problématique. Il existe au MSSS un comité de main-d'œuvre dans les secteurs du psychosocial et de la santé mentale. Selon les informations auxquelles nous avons eu accès, de 2008 à 2013, le nombre de psychologues dans le réseau de la santé et des services sociaux est demeuré stable autour de 2 179. Une baisse du déficit de la main-d'œuvre est même présumable d'ici les cinq prochaines années. Cependant, la difficulté de recrutement dans plusieurs régions est inquiétante. En ce qui concerne le comblement des postes, le représentant de l'OPQ nous a dit que la profession de psychologue est considérée comme « à surveiller », mais qu'il n'y a pas encore vraiment de difficultés graves de recrutement pour le moment, sauf dans certaines régions.

Il semble que de 150 à 200 nouveaux psychologues arrivent chaque année dans le réseau public de la santé et des services sociaux. Dans beaucoup de cas, il s'agit de psychologues qui font un retour dans le réseau ou, encore, de remplacements temporaires de personnes qui occupent un poste (congé de maladie, par exemple). Le nombre de nouveaux postes à combler annuellement est de 60 à 90.

Et en ce qui concerne le réseau scolaire, selon les informations obtenues, il y aurait aussi des difficultés de recrutement, notamment semble-t-il, à cause des conditions de travail et des salaires.

Ce même problème de l'attractivité des postes dans le réseau public a été confirmé par des responsables de centres de santé ou de services sociaux avec lesquels nous nous sommes entretenus et par l'OPQ. Ceci est de plus confirmé par le faible taux de rétention des psychologues dans le réseau public qui, selon des informations obtenues de diverses sources, se situerait autour de 70 % après trois ans.

En moyenne, au cours des trois dernières années, il y a eu 282 nouvelles admissions par année dans les programmes qui donnent accès à l'OPQ. Si pénurie il y a, elle ne provient probablement pas d'un manque de candidates, mais du peu d'attractivité des postes de psychologue dans le réseau public.

Le MSSS a choisi de tenter de régler le problème de la pénurie dans les régions à problème en mettant sur pied, en 2013, un programme administratif de bourse pour des étudiantes de certaines professions. En psychologie, une doctorante peut être parrainée par une institution publique en difficulté de recrutement et recevoir pour ses deux dernières années d'étude une bourse de 15 000 \$ par année, à la condition de s'engager à travailler dans cette institution pour trois ans à la fin de ces études (référence 12).

Selon les informations que nous avons obtenues, 11 personnes se sont jusqu'à maintenant prévaluées de ce programme.

Même si nous pouvons constater certaines difficultés de recrutement dans le système public et, surtout, un problème de rétention, il semble que cela soit beaucoup plus lié aux conditions de travail qu'au soutien financier des doctorantes qui font leur internat dans le réseau public.

Bien que les résultats d'un sondage de la FIDEP montrent que la situation financière des étudiantes joue un certain rôle dans l'intérêt pour le travail dans la fonction publique (référence 11)

« ... le pourcentage des doctorants en désaccord (totalement/plutôt) avec le fait de vouloir travailler au public varie entre 45 et 55 %. Cela indique que la condition financière pendant les études doctorales ne peut expliquer à elle seule le désir de travailler ou non dans le réseau public » (référence 11, page 20).

Nous ne sommes pas convaincus que de soutenir financièrement les internes permettrait de solutionner les problèmes de pénurie qui nous semblent dépendre beaucoup plus des conditions de travail comparatives avec les autres marchés. La solution relève plus des résultats de la négociation syndicale que de la rémunération des internes.

À notre avis, il existe deux meilleurs arguments pour justifier le soutien financier des internes.

Longueur des études et endettement

Depuis 2006, le doctorat de 3^e cycle en psychologie est obligatoire pour exercer la profession de psychologue. La durée de ce programme est de trois à six ans. La formation doctorale implique 700 heures de stage et un internat obligatoire de 1 600 heures à la dernière année, soit l'équivalent de 45 semaines à temps plein.

La profession de psychologue est la profession qui, avec la médecine, requiert les plus longues études avant l'obtention d'un permis de pratique. Dans la plupart des autres professions réglementées par le Code des professions, la durée des études universitaires avant d'obtenir le permis de pratique va de 0 (professions qui demandent un DEC) à cinq années.

En psychologie, la postulante doit d'abord compléter un baccalauréat en psychologie de trois ans pour ensuite compléter un doctorat qui prend (selon les universités que j'ai rencontrées) entre quatre et huit ans selon le type de programme (Ph. D. ou D. Ps.). La moyenne se situe probablement autour de cinq

à six ans. La durée moyenne totale des études (baccalauréat et doctorat) se situe donc autour de huit à neuf ans (référence 11) pour la majorité des étudiantes. La limite du programme de prêts et bourses pour le doctorat est normalement de 60 mois avec une extension de 15 mois dans le cas du doctorat en psychologie, mais pour les prêts seulement. Plusieurs étudiantes, en fin d'études, ne sont pas soutenues par des bourses du programme de prêts et bourses et doivent travailler tout en étudiant et/ou s'endetter lourdement.

Même si les conditions de travail expliquent en bonne partie le désir de ne pas travailler dans le réseau public, l'endettement explique aussi une petite partie de cette réticence.

Plus la condition économique des doctorants est précaire, plus l'endettement est une raison de ne pas travailler dans le réseau public, passant de 5 % de non-intéressés à 70 %. Le salaire reste cependant la principale raison, peu importe la condition financière des doctorants (référence 9, page 21).

Même s'il n'existe pas, à notre connaissance, de compilation de données objectives sur l'endettement de toutes les étudiantes en psychologie à la fin de leurs études doctorales, le sondage de la FIDEP (référence 9) permet de l'estimer.

À partir des données présentées, nous pouvons déduire que l'endettement moyen des doctorantes à la fin de leurs études se situe entre 20 000 \$ et 30 000 \$.

Dans la seule autre profession qui demande de si longues études, soit la médecine, un soutien financier particulier de l'État intervient à la résidence (équivalent de l'internat en psychologie).

En médecine, les stages rémunérés surviennent lors de la résidence, qui a lieu après les quatre ou cinq années de formation au doctorat de 1^{er} cycle. L'échelle salariale est déterminée par une convention collective établie entre la Fédération des médecins résidents du Québec et le MSSS, la facture étant payée par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Or, un examen des compétences acquises et des conditions de pratique des internes en psychologie montrent qu'elles sont similaires à celles que doivent acquérir les médecins résidents. Les médecins résidents supervisent des stagiaires de formation inférieure. Ils peuvent poser les mêmes actes qu'un médecin, mais seulement dans un milieu agréé ou approuvé par le Collège des médecins du Québec. Il en est de même pour les internes en psychologie.

Le Québec a fait le choix de hausser les normes d'entrée dans la profession de psychologue au niveau du doctorat et d'imposer un internat de 1 600 heures, rejoignant en cela la majorité de l'Amérique du Nord, mais n'a pas encore fait le pas suivant qui consisterait à soutenir financièrement les étudiants comme cela se fait ailleurs et en médecine ici même au Québec.

À notre avis, il serait donc équitable qu'un soutien financier soit aussi accordé aux internes en psychologie.

Travail effectué dans le réseau et service à la population

Il est important de rappeler qu'avant d'aller en internat les doctorantes ont déjà effectué un stage de 700 heures. Ce ne sont donc pas des professionnelles débutantes qu'il faut superviser de façon constante. À ce titre, comme nous venons de le mentionner plus haut, elles offrent, en santé mentale, un service semblable à ce qui est offert par les résidents en médecine en santé physique.

Selon le Manuel d'agrément 2010 de l'OPQ, une étudiante en psychologie est considérée comme étant en mesure d'effectuer toutes les tâches d'un psychologue dès l'internat, notamment des consultations et de la supervision de stagiaires. La principale différence entre l'interne et la psychologue diplômée réside dans le fait que certains actes posés par l'interne doivent être supervisés (référence 8).

Il est indéniable que les internes en psychologie dans le réseau public rendent un service de qualité à la population et permettent, par leur nombre, une bonification des services en santé mentale qui sont offerts par le réseau. Des questionnaires de centre qui accueillent des internes nous ont confirmé qu'à cause du boycottage des

internats par la FIDEP, qui a commencé en septembre, les services rendus risquaient de diminuer et le temps d'attente de s'allonger.

L'Université du Québec à Montréal nous a fait part de la statistique suivante compilée par leur responsable des internats :

« En 2013-2014, les étudiants de l'UQAM ont fait 15 775 heures de contacts directs/d'entrevue d'évaluation & d'intervention auprès de la population pour un investissement de 6 325 heures d'encadrement par les psychologues. »

Cela veut dire que, dans 71 % de leur temps, les 84 internes de l'UQAM dans le réseau public ont rendu le même service direct à la population que plusieurs dizaines de psychologues en titre.

Cela rejoint l'estimation que font plusieurs universités sur le pourcentage du travail accompli par un interne et qui tourne autour de 75 %.

En 2011, l'économiste engagé par la FIDEP (référence 10) évaluait le travail effectué par les doctorantes durant leur internat comme équivalant à 80 % de la tâche d'un psychologue.

En conclusion, selon la FIDEP, les internes en psychologie

« ... ont l'impression que le réseau public profite du fait que l'internat soit nécessaire à l'obtention du diplôme afin d'avoir une main-d'œuvre gratuite » (référence 10).

À notre avis, le service rendu à la population par les internes en psychologie qui font leur internat dans le réseau public est indéniable et justifierait qu'un soutien financier leur soit accordé sous une forme ou une autre.

Argument subsidiaire : accréditation des programmes

Au Canada, plusieurs départements de psychologie obtiennent l'accréditation de leur programme de doctorat par la SCP. Cette accréditation garantit la haute qualité du programme et de ceux et celles qui en sont responsables. Elle est

reconnue dans toute l'Amérique du Nord, donne accès au système APICC de placement en internat et facilite la mobilité professionnelle des diplômées de ce programme. Au Québec, quatre universités ont des programmes accrédités : l'Université Concordia, l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université McGill. Il est souhaitable et probable que les programmes des autres universités plus récentes demandent éventuellement cette accréditation. Or, les critères d'accréditation de la SCP exigent que les étudiantes en internat soient soutenues financièrement. Jusqu'à maintenant, la SCP a été patiente avec les universités québécoises, mais il n'est pas dit que cette patience durera. Nos programmes auront de plus en plus de problèmes à obtenir ou à maintenir leur accréditation et nos étudiantes à voir la qualité de leur formation reconnue ailleurs.

Proposition 1

À la suite des faits exposés et des arguments présentés, il est proposé que

- 1- L'État québécois accorde un soutien financier aux doctorantes en psychologie, lorsqu'elles sont dans l'année ou les années (dans le cas de deux demi-internats) de leur programme durant lesquelles elles sont en internat dans le réseau public ou parapublic.**

4- MÉCANISME

Examinons maintenant les mécanismes par lesquels pourrait être donné ce soutien.

Païement par l'institution qui accueille l'interne

Comme cela se passe généralement dans les autres provinces canadiennes et dans le système APPIC, les internes pourraient être rémunérées par l'institution dans laquelle se fait l'internat. À titre d'exemple, dans un centre hospitalier ontarien avec lequel nous avons discuté, deux internes par année sont acceptées dans le cadre du programme APPIC. Ces internes sont alors payées par le centre comme si elles étaient des employées, même si leur salaire est inférieur et même si elles

ne sont pas traitées comme des employées, mais comme des internes en formation.

Nous croyons cependant que ce système serait difficilement applicable au Québec, et ce, pour les raisons suivantes.

Multiplicité des endroits d'internat

Contrairement au reste du Canada où il y a peu d'internes, les internats sont faits au Québec dans une plus grande variété d'endroits, et ce, même dans le réseau public : centres hospitaliers, centres de santé et de services sociaux, centres de réadaptation, centres de réadaptation en dépendance, centres jeunesse, écoles, commissions scolaires, cliniques universitaires, groupes communautaires, etc. Dans plusieurs universités, l'étudiante trouve un endroit d'internat qui répond aux critères du programme et le fait approuver par le directeur de programme ou d'internat. Il serait donc très compliqué, sinon impossible pour l'État qui accorderait le budget à ces institutions, de prévoir pour une année donnée qui recevrait des internes et qui n'en recevrait pas et quels organismes pourraient s'ajuster à la liste. En effet, les institutions auxquelles nous avons parlé nous ont dit qu'elles n'avaient pas de budget pour payer les internes et que le ministère duquel elles dépendent devrait leur accorder un budget supplémentaire pour faire face à cette nouvelle demande.

Employées ou étudiantes

Si les internes sont payées directement par les centres où elles travaillent, il y aurait aussi le risque qu'elles soient considérées comme des employées beaucoup plus que comme des étudiantes. Cela peut avoir deux effets indirects : syndicalisation possible et priorisation des besoins de l'employeur versus besoins de supervision de l'étudiante.

Rien ne dit que si les internes deviennent des « employées » d'un organisme, il n'y aura pas de tentative de syndicalisation. Étant donné que le Code du travail au Québec n'est pas le même que dans les autres provinces canadiennes et est

souvent vu comme étant plus favorable à la syndicalisation, il serait passionnant pour les juristes de débattre devant le Commissaire du travail à savoir si nous avons affaire à des étudiantes ou à des employées. Une personne peut-elle être une employée syndiquée dans un travail qui est en fait un cours universitaire pour lequel elle reçoit aussi des crédits académiques?

Mais ce qui serait à notre avis plus inquiétant, et cet avis est partagé par plusieurs universités, c'est la mise en veilleuse possible du devoir de supervision par rapport aux besoins de l'employeur. Une université a déjà observé, dans le cas d'internes payées concurremment dans le même organisme sous un autre titre d'emploi, que les besoins de l'employeur passaient avant les besoins de formation. « Je la rémunère, donc elle répond d'abord à mes besoins et on verra ensuite pour la formation ».

Il est primordial de réaffirmer que les internes sont encore des étudiantes en formation et non de professionnelles diplômées en exercice et que le contrôle doit demeurer à l'université.

Malgré ce que le discours de la FIDEP dans ses négociations peut laisser sous-entendre, nous ne sommes pas ici en présence d'employées, mais bien d'étudiantes. La question ne se pose pas de la même façon dans le reste du Canada où beaucoup de centres qui offrent des internats sont accrédités au même titre que les programmes par la SCP et donc tenus à de hauts critères en ce qui concerne la formation. De plus, selon ce que nous disent certaines universités, la culture du « mentorat » serait plus forte dans ces institutions que ce qui existe quelquefois au Québec.

Rémunération par une structure gouvernementale centralisée

Si cela devait se faire, l'État devrait probablement mettre en place une structure unique de paiement, comme cela se fait en médecine (RAMQ). Cette structure paierait directement les internes. Même si cela n'est pas impossible, la difficulté serait grande, étant donné qu'en psychologie plusieurs ministères devraient être directement impliqués et qu'il n'existe pas de structure préexistante comme en

médecine. En médecine, la profession est complètement sous le contrôle de l'État. Les contingentements sont déterminés par le gouvernement, les résidences se font dans les hôpitaux et il existe déjà une structure qui rémunère les médecins en exercice et subsidiairement les résidents : la RAMQ. La complexité de mise sur pied d'une telle structure pour la psychologie et les coûts administratifs reporteraient probablement aux calendes grecques le soutien financier aux internes. Nous ne croyons donc pas qu'il s'agit d'une solution intéressante à court terme.

Soutien financier par des bourses d'études

À notre avis, la meilleure façon de soutenir financièrement les internes en psychologie serait par un système de bourses d'études. Elles leur seraient accordées, sous l'égide du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, au cours de l'année ou de deux années (dans le cas de l'internat qui se fait sur deux demi-années) durant lesquelles les internes font leur internat.

Cette façon de faire présente plusieurs avantages.

- D'abord symboliquement, elle renforce l'idée que les internes sont des étudiantes en formation et non des employées;
- Elle ne lie pas directement la rémunération aux internats, mais est un soutien durant les années d'étude où se fait l'internat;
- Elle réaffirme le rôle du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le soutien aux études;
- Elles pourraient être accordées selon une procédure simple qui n'impliquerait que très peu de coûts administratifs, tant pour le Ministère que pour les universités.

Le fait d'accorder des bourses est ce qui a été mis sur pied par le MSSS pour les difficultés de recrutement dans certaines régions. Cependant, ce qui est proposé l'est dans le cadre des problèmes de recrutement et implique une obligation de

travailler par la suite dans le réseau, alors que ce que nous proposons est dans un tout autre contexte, celui du soutien aux études (référence 12).

Un tel programme de bourses de soutien ne pourrait pas passer par le programme de prêts et bourses, à cause de ce qu'exige la loi sur l'aide financière aux études. Par contre, sans modifications législatives, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pourrait, nous semble-t-il, créer un programme « administratif » qui permettrait de telles bourses. Ce programme pourrait être géré par les universités.

Propositions 2 et 3

À la suite des faits exposés et des arguments présentés, il est proposé

- 2- Que chaque université mette sur pied un programme de bourses d'études supérieures - selon les balises de fonctionnement décrites plus bas - qui seraient accordées aux étudiantes en psychologie qui font leur internat dans le secteur public ou parapublic.**
- 3- Que ce programme de bourses soit financé sous l'égide du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, par une enveloppe spéciale qui n'émargerait pas au budget régulier de l'université, mais serait attribuée chaque année.**

5- BALISES DE FONCTIONNEMENT

- Les universités mettent sur pied un programme de bourses de soutien aux études supérieures, attribuables aux étudiantes des programmes de psychologie lors de l'année ou des années (dans le cas d'un internat divisé en deux demi-années) durant lesquelles elles font leur internat.
- La mise sur pied d'un tel programme n'occasionne à peu près pas de coûts administratifs supplémentaires au Ministère et aux universités. Le fait que les universités administrent le programme libère le Ministère des coûts

administratifs de la mise sur pied et du fonctionnement d'un mécanisme de réception des candidatures et d'attribution des bourses. Le coût pour les universités, étant donné qu'elles ont déjà divers programmes de bourses de soutien aux études supérieures, sera presque nul. Nous avons mentionné cette hypothèse aux universités lorsque nous les avons rencontrées. Elles sont unanimement en accord avec la mise sur pied d'un tel programme et sont d'accord pour l'administrer.

- Le fait que l'université soit responsable de l'attribution et du contrôle des bourses pourrait favoriser l'atteinte des objectifs pédagogiques des programmes. Cela lui permettrait de moduler éventuellement l'attribution de la bourse en fonction de la réussite des études dans les temps prévus. La bourse est attribuée pour soutenir les études, mais encore faut-il que les études soient faites.
- Pour être admissible à la bourse, une étudiante devrait être inscrite dans une université québécoise, dans un des programmes qui donnent accès à l'OPQ.
- Seules les étudiantes qui font leur internat dans le réseau public ou parapublic et qui n'y sont pas soutenues financièrement seraient admissibles à ces bourses. Nous avons déjà discuté du fait que les étudiantes qui font leur internat dans le privé sont habituellement soutenues financièrement par l'entreprise qui les emploie.
- Toutes les étudiantes admissibles pourraient recevoir un montant maximum de 25 000 \$, et ce, indépendamment de leurs autres sources de revenus non reliées à l'internat comme, par exemple, les bourses de recherche.
- Une étudiante qui recevrait cette bourse ne pourrait pas recevoir, sous quelque autre forme que ce soit (sauf dans le cas du programme d'attrait en région du MSSS), une rémunération supplémentaire directement reliée à l'internat et qui porterait le montant reçu à plus de 25 000 \$.

- Ce programme de bourses serait financé sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur par une enveloppe spéciale qui n'émargerait pas au budget régulier de l'université, mais serait attribuée chaque année en fonction de la moyenne du nombre d'internes dans le réseau public pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 pour chaque université. Ce montant serait basé sur l'hypothèse que le nombre d'internes demeure constant et que celles-ci reçoivent la somme de 25 000 \$. Les tableaux 4 et 5 indiquent le nombre moyen d'internes et les sommes impliquées pour chaque université. Cette façon de faire le calcul évite que les sommes d'argent que le ministère devra attribuer dépendent de la demande de chaque université qui pourrait décider unilatéralement d'augmenter le nombre des admissions aux programmes de doctorat qui donnent accès à la pratique.
- Si, dans une année donnée et dans une université particulière, le nombre d'internes qui se dirigent vers le service public est supérieur à la moyenne prévue et au budget attribué, l'université devra diviser le montant reçu par le nombre d'internes admissibles. Dans un tel cas, le montant disponible pour chaque bourse de soutien sera inférieur au montant maximal de 25 000 \$. L'université pourrait alors prendre la décision, ou non, de compenser à partir d'un autre budget pour porter le montant à 25 000 \$.
- Si, dans une année donnée et dans une université particulière, le nombre d'internes qui se dirigent vers le service public est inférieur à la moyenne prévue et au budget attribué, chaque interne se verra attribuer la somme maximale de 25 000 \$ et le solde devra être remis au ministère ou soustrait du budget du programme de bourses de soutien attribué l'année suivante.
- Même si ce fonds est sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur, étant donné le travail effectué par les internes dans le réseau public de la santé et de l'éducation, tant le MSSS que le ministère de

l'Éducation et de l'Enseignement supérieur devraient participer financièrement à sa constitution.

- La reddition de comptes devrait être simple : en fin d'année budgétaire, l'université soumettrait une liste des étudiantes qui ont reçu la bourse, le montant reçu selon qu'il s'agit d'une année complète d'internat ou d'une demi-année et le nom de l'organisme qui l'a accueillie pour l'internat.

6- MONTANT DE LA BOURSE

De quel montant devrait être la bourse attribuée? Selon les données auxquelles nous avons accès, les montants que reçoivent le peu d'internes qui sont soutenues dans le réseau public ou parapublic montrent que le soutien est minime et se situe en général (sauf de rares exceptions) entre 3 000 \$ et 10 000 \$. La SCP, lorsqu'elle accrédite les programmes d'internat, propose de se rapprocher de la moyenne nationale (référence 11). La moyenne nationale canadienne, selon les textes consultés et les informations verbales reçues, se situe actuellement aux alentours de 31 000 \$, 32 000 \$. Le rapport du comité de la CREPUQ (référence 2) proposait déjà 20 000 \$ en 2007. Enfin, l'Université Concordia, qui a mis sur pied son propre programme (CUPIC) pour se conformer aux critères d'accréditation de ses programmes et de ses lieux d'internat, soutient ses étudiantes qui font leur internat au Québec à la hauteur de 25 000 \$. La FIDEP demande une rémunération de 45 000 \$.

Un compromis acceptable nous semble de prendre exemple sur le montant attribué par l'Université Concordia, montant qui répond aux critères d'accréditation de la SCP, qui se rapproche de la moyenne canadienne - surtout qu'il s'agit d'une bourse qui est traitée fiscalement de façon différente qu'un salaire - et qui rejoint ce qui était déjà proposé en 2007 par le Comité de la CREPUQ (tenant compte des années passées depuis).

Proposition 4

À la suite des faits exposés et des arguments présentés, il est proposé

- 4- Que la bourse de soutien aux études attribuée par les universités aux internes en psychologie au cours de l'année ou les années (dans le cas de deux demi-internats) durant lesquelles elles font leur internat dans le secteur public soit d'un montant maximum total de 25 000 \$ qui pourrait être réparti par l'université selon l'avancement de l'internat.**

7- PROPOSITIONS

En conclusion, rappelons les quatre propositions que nous faisons suite à notre analyse de la situation.

Nous nous permettons cependant de rappeler que le choix d'y donner suite ou non demeure la prérogative de l'État, choix sur lequel nous n'avons pas à nous prononcer.

- 1- L'État québécois accorde un soutien financier aux doctorantes en psychologie lorsqu'elles sont dans l'année ou les années (dans le cas de deux demi-internats) de leur programme durant lesquelles elles sont en internat dans le réseau public ou parapublic.**
- 2- Que chaque université mette sur pied un programme de bourses d'études supérieures - selon les balises de fonctionnement décrites plus bas - qui seraient accordées aux étudiantes en psychologie qui font leur internat dans le secteur public ou parapublic.**
- 3- Que ce programme de bourses soit financé sous l'égide du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur par une enveloppe spéciale qui n'émargerait pas au budget régulier de l'université, mais serait attribuée en cours d'année à la suite d'une demande de l'université.**
- 4- Que la bourse de soutien aux études attribuée par les universités aux internes en psychologie au cours de l'année ou les années (dans le cas de deux demi-internats) durant lesquelles elles font leur internat dans le**

secteur public soit d'un montant maximum total de 25 000 \$ qui pourrait être réparti par l'université selon l'avancement de l'internat.

8- RÉFÉRENCES

- 1- Les programmes du secteur psychologie, psychoéducation, sexologie, travail social, animation sociale et culturelle, criminologie et gérontologie, Mise à jour des données sur les programmes et suivi des recommandations de la Commission des universités sur les programmes, Rapport no 12 transmis par le Comité de suivi sur les programmes au Comité des affaires académiques CREPUQ, janvier 2003.
- 2- Comité de suivi sur la rémunération des internes en psychologie, Rapport final remis à la CREPUQ, René F. Marineau, Lyne Thomassin, Anne-Marie Lambert, mars 2007.
- 3- Lettre du Conseil canadien des programmes de psychologie professionnelle (CCPPP) à la FIDEP, avril 2015.
- 4- Document synthèse résumant les principaux faits liés à la non-rémunération de l'internat en psychologie et les conséquences pour les doctorants, les bénéficiaires des services de psychologie et les universités, FIDEP, juin 2015.
- 5- Lettre d'appui au sujet de la rémunération des internats en psychologie, Ordre des psychologues du Québec (OPQ), février 2015.
- 6- Lettre d'appui de l'Association québécoise des psychologues scolaires (AQPS), février 2016.
- 7- La Commission jeunesse du parti libéral du Québec joint sa voix à la FIDEP pour demander la rémunération des internes en psychologie Communiqué de la CJPLQ, juillet 2016
- 8- Manuel d'agrément des programmes, Ordre des psychologues du Québec.
- 9- Étude sur les conditions scolaires, économiques et professionnelles des doctorants en psychologie, FIDEP, mars 2013.

- 10- *La rémunération des internes en psychologie au Québec*, Henri Thibaudin, 2011.
- 11- La formation des psychologues au Québec, lettre de la Société canadienne de psychologie au ministre responsable de la santé et des services sociaux et à la ministre responsable de l'enseignement supérieur, septembre 2016.
- 12- Prospectus du programme de bourses de certains professionnels et techniciens de la santé en région, MSSS, mai 2015.

TABEAU 1 - Nombre d'internes par université et par secteur de travail pour 2013-2014

UNIVERSITÉS	2013-2014		
	PUBLIC	AUTRES	TOTAL
Université du Québec en Outaouais	11	10	21
Université Laval	Non reçues	Non reçues	Non reçues
Université du Québec à Montréal	84	27	111
Université McGill psy	7	0	7
Université McGill Edpsy	4	1	5
Université de Montréal	46	2	48
Université du Québec à Chicoutimi	9	0	9
Université de Sherbrooke	41	18	59
Université Concordia	4	4	8
Université du Québec à Trois-Rivières	29	3	32
TOTAL	235	65	300

TABEAU 2 - Nombre d'internes par université et par secteur de travail pour 2014-2015

UNIVERSITÉS	2014-2015		
	PUBLIC	AUTRES	TOTAL
Université du Québec en Outaouais	18	10	28
Université Laval	37	1	38
Université du Québec à Montréal	89	29	108
Université McGill psy	4	0	4
Université McGill Edpsy	9	5	8
Université de Montréal	38	7	45
Université du Québec à Chicoutimi	9	0	9
Université de Sherbrooke	38	26	65
Université Concordia	4	10	14
Université du Québec à Trois-Rivières	26	6	32
TOTAL	266	94	340

TABEAU 3 - Nombre d'internes par université et par secteur de travail pour 2015-2016

	2014-2015		
UNIVERSITÉS	PUBLIC	AUTRES	TOTAL
Université du Québec en Outaouais	20	10	30
Université Laval	37	7	44
Université du Québec à Montréal	80	34	114
Université McGill psy	9	1	10
Université McGill Edpsy	1	10	11
Université de Montréal	35	2	37
Université du Québec à Chicoutimi	9	0	9
Université de Sherbrooke	36	27	63
Université Concordia	3	3	6
Université du Québec à Trois-Rivières	26	8	34
TOTAL	256	102	358

TABEAU 4 - Nombre moyen d'internes dans le service public pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016 pour chacune des universités

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Moyenne
UNIVERSITÉS	PUBLIC	PUBLIC	PUBLIC	
Université du Québec en Outaouais	11	18	20	16
Université Laval	37	37	37	37
Université du Québec à Montréal	84	89	80	84
Université McGill psy	7	4	9	7
Université McGill Edpsy	4	3	1	3
Université de Montréal	46	38	35	40
Université du Québec à Chicoutimi	9	9	9	9
Université de Sherbrooke	41	38	36	38
Université Concordia	4	4	3	4
Université du Québec à Trois-Rivières	29	26	26	27
TOTAL	272	266	256	265

TABEAU 5 - Budget attribuable à chaque université en fonction du nombre moyen d'internes

UNIVERSITÉS	BUDGET
Université du Québec en Outaouais	400 000 \$
Université Laval	925 000 \$
Université du Québec à Montréal	2 100 000 \$
Université McGill psy	170 000 \$
Université McGill Edpsy	75 000 \$
Université de Montréal	1 000 000 \$
Université du Québec à Chicoutimi	225 000 \$
Université de Sherbrooke	950 000 \$
Université Concordia	100 000 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	675 000 \$
TOTAL	6 620 000 \$